

Allocution de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur les moyens de prévenir l'expansion des crises financières, la coopération internationale, l'aide aux pays émergents, l'allègement de la dette des pays les plus pauvres, l'intervention du FMI et de la Banque Mondiale, Zurich le 29 octobre 1998.

Monsieur le Président de la Confédération, Mon Cher Flavio

Monsieur le Conseiller fédéral pour l'Economie,

Monsieur le Président,

Madame la Présidente,

Monsieur le Maire,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de citer également nos Conseillers du commerce extérieur, qui célèbrent cette année leur centenaire.

M. le Président, Je tiens tout d'abord à remercier les organisateurs de cette rencontre. J'ai à cœur, à l'occasion de chacun de mes déplacements, d'avoir un contact avec les responsables économiques, les chefs d'entreprise, les représentants des organismes consulaires, bref, avec les forces vives des pays que j'ai le privilège de visiter. Parce qu'à l'heure de la mondialisation, dans l'extraordinaire développement des échanges qui marque notre temps, ce sont eux qui font vivre et grandir pour une large part la relation entre les pays.

C'est vrai pour la France, qui est l'un des tout premiers exportateurs du monde, qui est à la pointe de l'innovation, et dont la santé, la prospérité, les emplois reposent en grande partie sur sa compétitivité et sur les relations commerciales qu'elle a su nouer avec ses partenaires.

Et c'est vrai pour la Suisse, qui est un acteur économique de stature mondiale, jouant sur l'échiquier international un rôle de tout premier plan. Et je me devais de le rappeler à Zurich, au cœur de la prospérité industrielle helvétique. De fait, dans de nombreux domaines, les grandes entreprises suisses, mais aussi nombre de PME créatives, performantes sont les leaders mondiaux dans leur spécialité.

Pour la France, la Suisse est un partenaire commercial majeur, puisque nous sommes votre second fournisseur, derrière l'Allemagne.

Et la France est loin d'avoir épuisé toutes les potentialités de votre marché, notamment dans cette Suisse alémanique dont la vitalité est tout à fait exemplaire. C'est pourquoi j'ai tenu à venir aujourd'hui m'adresser à vous, Mesdames et Messieurs, qui en êtes les principaux artisans. Je vous remercie chaleureusement d'avoir bien voulu répondre à mon invitation.

Ces échanges si denses entre nos deux pays ont été de longue date organisés autour de partenariats transfrontaliers, notamment dans les industries chimiques et pharmaceutiques, la sous-traitance mécanique, l'horlogerie, d'autres encore.... Plus récemment, nos chefs d'entreprise ont défriché de nouveaux terrains de coopération, dans les services en particulier, au-delà même de notre traditionnelle implantation bancaire. Je pense au rapprochement des deux

grands du travail temporaire, ECCO et ADIA, qui a donné naissance au leader mondial du secteur, ADECCO. Je pense aussi à l'essor, en cette fin de siècle, des services informatiques spécialisés qui permet à des entreprises comme STERIA, ALTRAN TECHNOLOGIES, ou BULL de favoriser des échanges de " matière grise " entre nos deux pays.

Au total, les chiffres des flux d'investissements dans les deux sens sont impressionnants. L'accueil des investisseurs helvétiques représente pour la France un enjeu capital en termes d'emplois et mon pays est, pour la Suisse, une plate forme idéale d'accès au marché communautaire. Déjà, près d'un millier de filiales d'entreprises helvétiques, dont 400 implantations industrielles, emploient plus de 130.000 personnes en France.\

Si les liens économiques entre nos deux pays sont très forts, ils le sont également entre la Suisse et l'Union Européenne, vers laquelle se dirigent 60 % des exportations de la Confédération. Tandis que près de 80 % des achats à l'étranger de votre pays se font auprès de la Communauté. Et cette intégration est encore plus forte si l'on prend en compte, au-delà des échanges commerciaux, les prestations financières.

C'est dire combien l'avènement de l'euro, dans à peine plus de 60 jours maintenant, est une bonne, une très bonne nouvelle pour l'Europe mais aussi j'en suis sûr pour la Suisse qui aura désormais une relation de change stabilisée entre ses principaux fournisseurs et clients.

Monnaie solide, facteur d'unification du grand marché européen, l'euro sera un atout pour l'investissement, pour la croissance et donc pour l'emploi, pour l'Union européenne mais aussi, je le souhaite et je le pense, pour la Suisse qui se trouve au centre du grand marché de l'Union. L'euro permettra aussi à l'Europe d'exercer, face au dollar, un pouvoir monétaire à la mesure de son économie, dont il convient de rappeler qu'elle est la première du monde, je parle naturellement de l'économie de l'ensemble de l'Union Européenne. Ceci nous confère des responsabilités particulières, notamment en ce qui concerne la définition d'un nouveau système monétaire et financier international.\

Construire ce nouveau système est une nécessité comme le montrent les turbulences économiques et financières que le monde connaît depuis plusieurs mois.

Sur cette crise je ferai trois observations :

La première c'est que son ampleur reflète la réalité même de la mondialisation.

Il y a encore quelques mois, nombreux étaient ceux qui pensaient que nous nous trouvions confrontés à une crise de croissance du seul modèle asiatique. En réalité, ce sont les économies de nombreux pays qui ont été affectées, de l'Afrique du Sud à la Russie en passant par le Venezuela.

La transmission des chocs a été d'une rapidité étonnante. Comment expliquer, sauf par la puissance du mouvement de mondialisation des marchés et des flux de capitaux, les difficultés subies quasi instantanément par des pays distants de milliers de milliers de kilomètres les uns des autres ? Cette contagion a laissé un goût amer à de nombreux gouvernements qui ont à juste titre le sentiment d'une sanction à la fois irrationnelle et imméritée.

Deuxième observation : la crise actuelle révèle l'instabilité de nos marchés financiers.

Des marchés financiers ouverts et solides sont un atout pour le financement de nos économies. L'unification des marchés de capitaux permet d'obtenir une meilleure allocation des ressources pour la croissance. Mais nous voyons que cette unification n'est pas allée de pair avec la consolidation du système mondial. L'absence de règles agréées par tous et mises en œuvre effectivement, l'absence de contrôle d'une très large partie des intermédiaires financiers, l'absence de régulation efficace, en un mot l'absence d'un " bon code de la route " de la circulation des capitaux rend notre système financier mondial vulnérable et instable, dangereux pour beaucoup.

C'est pourquoi, depuis 1995, avec d'autres, je m'attache, dans les différents sommets du G7, à accroître la stabilité du système financier international. Récemment encore à Birmingham, en mai dernier, j'ai saisi nos partenaires de propositions en vue de renforcer le système monétaire international.

Troisième observation : la crise que nous connaissons n'est plus uniquement une crise financière. Les conséquences sociales humaines et politiques sont lourdes très lourdes dans de nombreux

Les conséquences sociales, humaines et politiques sont terribles, elles le sont dans de nombreux pays.

La crise actuelle est à l'origine de drames pour de nombreux Etats dont la forte croissance était identifiée à un modèle culturel et à des valeurs propres, comme en Asie, ou pour tous les pays à peine sortis du modèle " glacé " de l'économie soviétique et qui font le difficile apprentissage de la démocratie.

La crise fait basculer dans la pauvreté des pans entiers de la population qui venaient à peine d'en sortir. Les chutes de PIB sont parfois vertigineuses. La crise met en danger les classes moyennes brusquement appauvries. On voit combien de familles sont obligées de vendre leur maison et leur voiture pour survivre, sans parler bien entendu, de l'extrême misère dans laquelle on plonge ceux qui sont jetés hors des entreprises et qui sont au chômage. Tout cela est grave, car nous savons que la démocratie s'enracine dans le développement économique et que les démagogues trouvent un terrain fertile quand la confiance en l'avenir est ébranlée. \

Face à ces difficultés, deux tentations sont à éviter.

La première, c'est de faire de la mondialisation la source de tous nos maux. Certains sont tentés de le faire, et de plus en plus.

Je ne partage pas, bien sûr, ce sentiment. Il ne faut pas jeter l'anathème sur un processus dont nous avons tous bénéficié, notamment grâce à la croissance exceptionnelle du commerce international. C'est la mondialisation des échanges et des capitaux qui a largement favorisé la très forte croissance du monde au cours de ces dernières années et qui a permis d'intégrer rapidement dans l'économie mondiale des pays qui, il y a dix ans encore, appartenaient au bloc communiste, c'est-à-dire à un système d'économie étatisée et centralisée.

La deuxième tentation à éviter est de recourir à des solutions archaïques et inadaptées. Même si la libéralisation des marchés a été désordonnée, ce qui ne fait aucun doute, même si les systèmes bancaires n'ont pu pleinement assurer la tâche qu'on attendait d'eux, ce n'est pas du côté de la frilosité, du repli sur soi ou d'approches dépassées que nous trouverons la voie. Les problèmes que nous devons régler ne relèvent pas de réponses idéologiques mais de solutions pragmatiques. Il ne s'agit pas de revenir sur la liberté des mouvements de capitaux et de vouloir cloisonner, en quelque sorte, de nouveau la vie économique. Il ne s'agit pas de rechercher un nouveau protectionnisme financier qui serait rapidement suivi par un nouveau protectionnisme commercial dont l'Europe serait évidemment la victime, car elle est le premier exportateur mondial.

Notre attitude doit être bien différente. Il s'agit d'apporter à la crise une réponse globale qui soit à la fois politique, sociale et économique au niveau international comme au niveau de chaque Etat et qui prenne en compte le moyen et long terme aussi bien que le court terme.

Réponse politique d'abord : je n'ai, pour ma part, jamais souscrit aux thèses selon lesquelles le progrès de nos économies, leur ouverture sur le monde, l'allègement des contraintes qui pèsent sur nos concitoyens comme sur nos entreprises signifient la fin du rôle des Etats. La mondialisation ne rend pas illégitime l'intervention des Etats dans l'économie, elle exige d'eux des modes d'actions efficaces, modernes et adaptés.

Les Etats, aujourd'hui plus que jamais, doivent être conscients de leurs devoirs et ils doivent les assumer. Devoir d'édicter de bonnes règles de droit, d'assurer la transparence de l'information, de garantir une concurrence loyale, d'assurer un contrôle efficace des acteurs financiers. Devoir de garantir la sécurité, de donner les repères nécessaires et de conduire les évolutions en favorisant les réformes de structure dont nos économies et nos sociétés ont besoin. Les Etats sont les acteurs du destin des Nations.

Au niveau international, l'exigence d'action politique est tout aussi forte. Elle passe d'abord par la coopération et la mobilisation des Chefs d'Etat et de Gouvernement des Sept, en liaison avec nos Ministres des Finances et les Gouverneurs de Banques centrales. Tous doivent se mobiliser. Des initiatives ont déjà été prises, d'autres le seront très prochainement et je suis actuellement même en contact sur ce sujet avec mes collègues du G7.

Elle passe ensuite par la coopération avec les grands pays émergents qui doit être intensifiée. J'ai souhaité, pour la France, lui donner une impulsion particulière. Notre coopération avec la Chine,

le Brésil ou l'Argentine sur les grands problèmes économiques et financiers est devenue une réalité tangible et d'ailleurs fructueuse.

Elle passe enfin par le renforcement de la légitimité des outils d'intervention internationaux. Dans cet esprit, j'ai proposé d'accroître la légitimité du Fonds Monétaire International en suggérant que son Comité intérimaire, qui se réunit au niveau ministériel, soit dorénavant décisionnel. Je ne partage pas les critiques de certains à l'égard du FMI. Je fais partie de ceux qui pensent que le FMI ne crée pas les crises, bien sûr, mais aide à les résoudre. Son action peut certes être améliorée, comme toute oeuvre humaine, mais il demeure un instrument essentiel au centre du dispositif mondial à condition qu'il dispose des ressources qu'exigent ses missions. Il pourra ainsi mieux intervenir à titre préventif avec des moyens financiers adaptés et complétés, je le souhaite, par des concours bilatéraux.

J'ai également proposé que nous puissions le moment venu réunir, à Paris par exemple, un sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres du Comité intérimaire du FMI, car il est essentiel que les nouvelles règles qui s'imposent soient bien l'affaire de tous.

Il faut traiter les conséquences sociales de la crise. Nous ne pouvons pas laisser la pauvreté s'aggraver. La mondialisation doit se faire au bénéfice de l'homme et de son épanouissement, sinon elle n'a aucune justification. Elle doit être au service de la croissance et donc de l'emploi. C'est d'abord une question de volonté politique, comme l'évolution actuelle de l'Union européenne en apporte le témoignage. Et c'est notre responsabilité, celle des chefs d'Etat et de gouvernement que de faire en sorte qu'il en soit ainsi.

Nous ne pourrions pas réussir les grandes réformes économiques indispensables à de nombreux pays pour sortir de leurs difficultés sans l'adhésion des populations et donc sans un accompagnement social fort.

Dans cette perspective, la Banque Mondiale doit jouer tout son rôle. Elle dispose des moyens financiers pour le faire. Elle a déjà, pour partie, orienté son action en faveur des populations défavorisées et de celles qui ont été durement et injustement touchées par la crise. Mais elle peut et doit faire plus.

Les banques de développement ont été créées, précisément, en vue de favoriser le développement et d'éradiquer la pauvreté. C'est leur mandat premier, qu'elles ne doivent au aucun cas oublier. Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale attend d'elles qu'elles le remplissent. Je me réjouis de voir que plusieurs programmes sociaux importants ont déjà pu être mis en place. J'y attache une importance toute particulière.

L'Europe, pour sa part, qui est le premier donateur d'aide du monde, doit continuer à jouer un rôle essentiel.

L'aide européenne doit prendre en compte les besoins sociaux des pays touchés par la crise. Il nous appartient de hiérarchiser nos priorités et d'accompagner nos partenaires qui en ont le plus besoin. L'Europe est un continent riche disposant d'une agriculture puissante et dynamique. Elle doit, dans la situation actuelle, faire preuve d'imagination pour aider efficacement les pays qui connaissent de graves difficultés alimentaires. Je souhaite que la Commission européenne fasse rapidement des propositions en ce sens.

Enfin, la réponse à la crise doit être économique et financière, en distinguant les réponses de fond et les réponses immédiates.

J'ai demandé depuis longtemps un nouveau " Bretton Woods ", et la France a fait des propositions précises et répétées. Je suis heureux de voir que nos préoccupations en faveur d'une meilleure régulation mondiale, d'une plus grande transparence et du renforcement des systèmes bancaires sont désormais partagées par tous nos partenaires.

Le système financier international est fragilisé. Quand les systèmes bancaires sont affaiblis, l'économie est menacée. Nous le voyons au Japon. C'est pourquoi je me réjouis du plan de soutien au secteur bancaire que vient d'adopter le Gouvernement japonais. Un système financier solide ne peut être construit que sur des établissements forts et bien contrôlés. La France a la chance de disposer de banques de qualité, mais elles doivent encore se muscler et se concentrer. Il est aussi indispensable que l'ensemble des intervenants financiers, et en particulier les fonds

d'investissement spéculatifs, n'échappent plus à tout contrôle et à toute transparence à travers les crédits qu'ils reçoivent du système bancaire et que les places financières " off-shore " soient soumises à des règles.

L'Euro joue déjà un rôle important pour assurer la solidité indispensable du système financier.

L'Europe apporte ainsi une contribution majeure à la stabilité du monde. Elle a, dans le passé, énormément souffert des troubles monétaires. Il n'y a pas si longtemps encore, les monnaies européennes fluctuaient de façon excessive entre elles, entraînant dans ce mouvement des pans entiers de nos économies. Sans l'Euro nos économies auraient vraisemblablement déjà connu des désordres monétaires ou des désordres de change que la seule perspective de la monnaie unique a permis d'éviter.

Comment, dans cette période troublée et incertaine, ne pas se réjouir de la force de l'engagement politique des pays de l'Union européenne en faveur de l'Euro et de la confiance qui est accordée par anticipation à notre nouvelle monnaie ?

L'Euro protège l'Europe. L'Euro est crédible et solide. Mais il ne faut pas demander à une monnaie plus qu'elle ne peut donner. Ce n'est pas une assurance illimitée contre les désordres et les difficultés qui peuvent survenir. Beaucoup dépendra de chacun d'entre nous, de notre capacité à mettre en œuvre des politiques économiques et budgétaires adaptées, coordonnées et sages pour que nos économies soient plus fortes lorsque le temps se gâte.\

S'agissant des actions à mener à court terme, trois objectifs me semblent prioritaires : mieux concerter les politiques économiques en faveur de la croissance, tant en Europe qu'entre les pays du G7 & assurer le financement du développement des pays émergents & traiter les problèmes d'endettement.

Aujourd'hui, nous disposons d'un atout de taille : l'inflation, qui a été pendant des années un mal endémique, est maîtrisée. Nous pouvons et nous devons en tirer des conséquences dans la conduite de nos politiques économiques. Nous devons renforcer notre coopération en faveur de la croissance et de l'emploi. Cela passe notamment par un dialogue plus intense dans tous les domaines, y compris la monnaie et les changes. Dans les périodes troublées, la stabilité des changes est un élément essentiel. Aujourd'hui, un dollar stable et à un bon niveau est un élément positif pour le monde tout entier.

Demain, trois grandes monnaies, le Dollar, le Yen, l'Euro, assureront une large part des transactions mondiales.

On ne peut aspirer légitimement à cette stabilité financière du monde et se faire l'avocat de l'instabilité des changes. Nous pouvons rendre les relations de change plus stables. C'est une tâche difficile, exigeante. Il nous appartient de progresser ensemble et rapidement.

Nous devons porter également une attention immédiate au financement du commerce international et plus généralement au financement de la croissance des pays émergents. Les troubles mondiaux ont eu des conséquences brutales en asséchant les financements qui se dirigeaient par centaines de milliards de Dollars vers ces pays émergents. Cette situation ne peut pas perdurer sauf à prendre le risque d'une contraction globale de l'activité. Il faut d'urgence réfléchir aux moyens de rétablir la confiance pour que le système bancaire mondial assure sa tâche première de prêteur de l'économie, avec un soutien approprié des organismes multilatéraux, notamment au Brésil, dont je tiens, ici, à saluer le programme économique courageux que vient juste d'annoncer le Président Cardoso. La France, pour sa part, appuiera naturellement les efforts du Brésil.

Enfin, il y a, à mon sens, une autre urgence : traiter rapidement les problèmes d'endettement des pays touchés par la crise. Certains d'entre eux doivent faire face à des charges de remboursement qui dépassent largement leurs capacités. Les questions d'endettement sont aujourd'hui plus complexes à régler. Les créanciers sont multiples. Le secteur privé, contrairement au passé, est souvent très endetté. Il faut trouver de nouveaux mécanismes capables, dans ces périodes, de donner les ballons d'oxygène financiers nécessaires aux pays qui en ont besoin. Des solutions collectives et négociées sont nécessaires. Les créanciers privés ne peuvent rester à l'écart de ce mécanisme. La France dispose, en tant que pays assumant la présidence du Club de Paris, d'une expertise qu'elle peut faire partager. Elle appuie également

présidence du Club de Paris, à une expertise qu'elle peut faire partager. Elle apporte également les initiatives nécessaires pour alléger largement la dette des pays les plus pauvres.

Monsieur le Président de la Confédération, Mesdames, Messieurs,

Même si nous n'avons été touchés que faiblement par les incertitudes mondiales, nous devons rester très vigilants. La crise est sérieuse. Elle peut être maîtrisée, cela ne fait aucun doute. La communauté internationale doit se mobiliser. Elle doit agir avec détermination sur les causes de la crise afin d'éviter que celle-ci ne se poursuive. Elle doit en réduire les conséquences sociales et économiques. Beaucoup a déjà été fait, et notamment au cours des dernières semaines.

Beaucoup reste à faire. Quant à moi, je continuerai à agir afin que soient mises en place les réformes que la situation exige aujourd'hui.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie.\